



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 février 2021

Français seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante-sixième session

22 février–19 mars 2021

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies  
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat  
et du Secrétaire général**

## **Exposé écrit\* présenté par International Catholic Child Bureau, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[01 février 2021]

---

\* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.



## **Impact de la pandémie de la COVID-19 sur les droits fondamentaux des enfants**

La pandémie de la COVID-19 a entraîné une augmentation de la violence physique et psychologique à l'égard des enfants et aggravé la pauvreté. Le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) a rassemblé quelques-uns des témoignages de ses partenaires sur l'impact de la COVID-19.

### **L'augmentation de la violence à l'égard des enfants dans le cercle familial**

Dans tous les pays d'intervention du BICE, le confinement et la fermeture des écoles qui s'en est suivie a obligé enfants et parents à passer beaucoup plus de temps ensemble à la maison, parfois dans des espaces réduits. La perte de revenus à cause du chômage et l'anxiété générale ont entraîné dans les familles une détérioration de la relation d'une part entre parents et d'autre part entre parents-enfants, ce qui a augmenté les violences domestiques et la violence à l'égard des enfants, y compris la violence psychologique. Les interventions physiques et les services sociaux prodigués aux familles et le soutien psychosocial ont été malheureusement interrompus.

En République bolivarienne du Venezuela, à une situation humanitaire complexe, s'est rajoutée une crise sanitaire. La perte d'emplois et la diminution du revenu familial constituent un facteur de risque pour l'augmentation du travail des enfants, l'exploitation et d'autres formes contemporaines d'esclavage. La quarantaine et l'isolement prolongés ont augmenté les tensions, l'anxiété et le stress dans les familles où les actes de violence ont connu un regain, en particulier le recours à des châtiments corporels, physiques et humiliants, à la maltraitance ou aux abus, notamment sexuels.

A Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), une ligne d'assistance téléphonique qui offre du soutien aux victimes des violences domestiques a enregistré 20 fois plus d'appels de femmes que d'hommes entre avril et juillet 2020 (pendant la période de l'état d'urgence).

### **Les effets psychologiques et la détérioration de la santé mentale des enfants**

En Arménie, la peur et l'anxiété face à l'inconnu et l'impuissance à organiser efficacement la vie familiale a entraîné une augmentation des conflits intrafamiliaux et interpersonnels tout comme en Argentine où, dans le quartier 26 de Junio à Buenos Aires, les implications psychologiques de la COVID-19 sur les familles a poussé la « Comisión de Niñez Adolescencia y Familia – Arzobispado de Buenos Aires (CADENYA) » à travailler sur la parentalité responsable et à créer des espaces d'aide et de soins à la petite enfance et à élargir des espaces existants.

En Fédération de Russie, la pandémie du COVID-19 a rendu très difficile le soutien psychosocial habituellement apporté aux familles car l'« Ecole des parents » et le « Club familial Ensemble » et les sessions de groupe ont été suspendus, annulés et/ou interdits. Le passage à la communication en ligne est compliqué car environ 2/3 des familles bénéficiaires ne disposent pas des équipements nécessaires (ordinateurs, tablettes, téléphones portables) ou n'ont pas les ressources pour l'abonnement Internet. La perte du travail de nombreux parents a provoqué la détérioration du bien-être matériel et psychologique des familles désormais sans revenus réguliers car les parents qui travaillaient pour des particuliers ont été soit licenciés, soit transférés à un emploi à temps partiel, ce qui a également réduit leurs revenus.

En Colombie, la COVID-19 a entraîné l'aggravation des conditions de santé mentale de la population, avec une augmentation du suicide selon les chiffres présentés par le ministère de la santé lors de la Journée mondiale pour la prévention du suicide le 10 septembre 2020. L'Unité de Santé Mentale de l'Institut Roosevelt a formulé des recommandations visant la

prise en charge des enfants et des adolescents à risque et l'Institut colombien de la protection familiale a commencé à développer des campagnes de prévention de la violence, de la gestion des émotions et a élaboré la stratégie « Mis manos te enseñan » (Mes mains t'apprennent).

### **L'aggravation de la pauvreté à cause de la COVID-19**

A Buenos Aires en Argentine, la situation des personnes en situation de rue ou touchées par le chômage ou le travail précaire ou occasionnel dans le secteur informel, s'est considérablement aggravée tout comme l'usage de la drogue et de substances psychotropes, vecteur de la violence dans les familles. L'insécurité alimentaire s'est installée obligeant la paroisse de la Vierge Immaculée de Buenos Aires à augmenter la cadence de distribution de vivres depuis mars 2020. Des denrées alimentaires sont distribuées dans les quartiers, pour un total de 1 900 rations hebdomadaires. En outre, un sac alimentaire mensuel, composé notamment de 14 produits de première nécessité est fourni à 850 familles.

C'est aussi le cas au Chili où la Vicaría de Pastoral Social Caritas mène une campagne alimentaire depuis avril 2020. Plus de 10 016 boîtes de nourriture ont été livrées aux familles qui vivent dans des situations de vulnérabilité. Le taux de pauvreté pourrait passer de 9,8% en 2019 à 13,7%. Selon les données du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'incidence de la pauvreté dans les groupes d'enfants et d'adolescents est supérieure de 19 points à celle du groupe des personnes âgées de 35 et 44 ans, et de 31 points à celle du groupe des personnes de plus de 65 ans. En RDC, une étude de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Banque Mondiale réalisée en juin et juillet 2020 à Kinshasa a révélé que 87,8% des ménages s'inquiètent de ne pas avoir assez de nourriture et que 80,4% ont déclaré avoir réduit le nombre de repas par jour.

### **La COVID-19 comme accélératrice du décrochage scolaire**

En Arménie, en Géorgie, en Ukraine, en Lituanie, au Kirghizistan et au Tadjikistan les cours réguliers dans les écoles ont été suspendus au plus fort de la crise sanitaire. L'enseignement à distance a montré ses limites car ni les établissements scolaires, ni les enseignants et moins encore les parents n'étaient préparés à une telle situation avec les outils pratiques que les cours en distanciel exigeaient. Le passage à l'enseignement à distance implique l'accès à l'internet et la disponibilité des équipements techniques pour travailler en ligne. Les enfants issus des familles qui ne peuvent pas acquérir le matériel nécessaire ne peuvent pas maîtriser le programme d'études au niveau requis.

En RDC, 67% des enseignants interrogés au Sud-Kivu ont signalé une réduction de la fréquentation scolaire. Au Mali où le conflit en cours avait déjà entraîné la fermeture de plus de 1.000 écoles laissant plus de 2 millions d'enfants sans éducation, la COVID-19 est un facteur aggravant d'un contexte scolaire marqué également en 2020 par la grève des enseignants. La rentrée 2020-2021 a été repoussée jusqu'en janvier 2021. Beaucoup d'enfants dont les écoles étaient pourtant opérationnelles n'ont pu faire la rentrée. C'est aussi le cas au Cambodge où certains enfants dont les familles ont perdu leur travail ont raté la rentrée 2020-2021.

Au Malawi, selon le rapport du Ministère du genre, pendant la fermeture des écoles, les grossesses précoces et mariages forcés chez les adolescentes ont significativement augmenté. Ainsi, dans le seul district de Mangochi à l'Est du pays, il y a eu une augmentation exponentielle de grossesses précoces comparativement à la même période en 2019 où (seulement) 166 filles de 10 à 14 ans avaient été victimes de grossesses précoces. La même tendance est observée à Phalombe où 1.000 adolescentes sont tombées enceintes; on en dénombre 400 à Mzimba, 324 à Nsanje, 64 à Blantyre, 58 à Nchinji et 20 à Kasungu. C'est autant de filles qui ne poursuivront plus leurs études.

## **L'interruption des soins et des activités culturelles, récréatives et artistiques**

En Géorgie, la COVID-19 a interrompu les activités d'intégration telles que les colonies de vacances intégratrices, les activités sportives, notamment le rugby, les spectacles de marionnettes, les activités de loisirs dans les centres de micro-intégration et les festivals d'intégration à Aspindza (Samtskhé-Djavakheti).

Les enfants en situation de handicap qui vivent en institution et qui ont besoin d'une prise en charge dans la durée sans interruption ont pâti de la pandémie: accès interdit aux bénévoles, isolement, risques de contagion et hospitalisation sans accompagnement. La COVID-19 a montré l'importance de la désinstitutionalisation. Dans les familles, les enfants en situation de handicap ont souffert, notamment d'isolement et d'interruption de traitement.

### **Recommandations**

- Dûment intégrer dans les plans de relance la protection des enfants contre la violence dans les cercles de confiance et initier des programmes de longue durée sur les services d'identification, d'orientation, d'accompagnement et de prise en charge, y compris des aspects psychologiques et psychiques, des enfants victimes de différentes formes de violence;
- Instituer des programmes de soutien aux activités génératrices de revenus et de transfert d'argent aux familles œuvrant notamment dans le secteur informel et qui ont perdu leur travail;
- Mettre en place des programmes de rattrapage scolaire pour les enfants, y compris des écoles non formelles et les filles tombées enceintes, avec des facilités pour l'inscription et l'accès à la cantine scolaire;
- Mettre en place des programmes de prise en charge des enfants orphelins à cause de la COVID-19 afin qu'aucun enfant ne soit laissé de côté.